

POUR QUE LE LUXEMBOURG SORTE DE L'OMS

Pétition n° 2856

Lettre ouverte - Débat publique 28.02.2024

Mesdames et Messieurs,

Chers députés, membres des commissions, et chère ministre,

Chers concitoyens,

Cette „lettre ouverte“ s'adresse à chacun, qui s'intéresse à cette pétition et à ce débat public.

D'abord, je remercie les 4.733 concitoyens qui avaient le courage de signer cette pétition. Ils ont démontré qu'ils sont mieux informés que la majorité des peuples.

Je parle ici, enfin j'espère, au nom de vous tous, et pas que pour moi personnellement.

Je vous expliquerai ci-après pourquoi j'ai choisi cette méthode pour mener MON DEBAT, au lieu de me déplacer à la Chambre pour 10.00 heures en „direct“.

Cette „lettre ouverte“ va être envoyé à tous les médias luxembourgeois (bien sûr aussi en luxembourgeois) et naturellement en premier à la Chambre, à laquelle je demande, de la lire „en direct“ à la Chamber TV, et que la presse montre, qu'elle est „transparente et neutre“, et qu'elle sera publiée en tant que „lettre ouverte“, sans commentaire.

D'abord le cheminement. J'ai introduit cette pétition, après de longues discussions avec des juristes et journalistes étrangers et internationaux, parce qu'on pensait, que ce serait une bonne alternative pour atteindre le grand public, surtout que même par après pendant la campagne électorale, personne ne parlait de l'OMS.

Malheureusement les médias parlaient de chaque nouvelle pétition lancée, sauf de celle-ci.

D'autant plus, c'est louable que nous avons réussi à dépasser le seuil des 4500 signatures sans publicité.

Quand j'ai introduit cette pétition, c'était quelques mois avant les élections parlementaires et j'avais vraiment espéré que le Luxembourg agirait différemment ce jour-là et qu'on obtiendrait un autre résultat. Soit. Comme disait Winston Churchill: Le meilleur argument contre la démocratie est une conversation de 5 minutes avec un électeur moyen!

Malheureusement la pétition a aussi été mise en attente jusqu'après les élections.

Bon. Après les 42 jours la Chambre me confirme 4.733 signatures. Une liste des signatures ne m'est pas remise, pour des raisons de protection des données. A qui appartient la pétition finalement?

Puis quelques semaines après, je reçois une „Convocation“ pour mon propre débat.

Chers députés, membres des commissions, ministre, j'aurais aimé recevoir une invitation, pas une convocation!

Je dois aussi souligner, que dès le départ ce n'était jamais mon but, de discuter ceci avec des gens, qui ont un agenda, qui sera poursuivi mondialement par 1% et ses marionnettes. Qu'il ne s'agit pas d'un „débat“, vous l'avez bien compris.

Messieurs-dames, vous êtes nos représentants, plus ou moins démocratiquement élus par le Peuple, pour nous représenter, en votre âme et conscience, et pas pour nous traiter de haut et pour prendre des décisions derrière nos dos, surtout s'il s'agit de la liberté et de la souveraineté individuelle de nous tous.

Je ne sais pas, si vous le saviez, mais le mot « ministre » vient du latin *ministrare* ,*servir* et ne veut dire rien d'autre que serviteur.

En plus est écrit dans la **Constitution Luxembourgeoise, article 3:**

« La souveraineté réside dans la Nation dont émanent les pouvoirs de l'État. »

Mais, on me dit, vous avez 10 minutes pour parler! Et si vous êtes accompagné de 5 personnes, cela fera 5 x 2 minutes et pas 5 x 10! Après le ministre et les autres peuvent parler et poser des questions, comme si le pétitionnaire était inculpé et qu'il doit se justifier. Puis j'aurais encore 5 minutes pour ma conclusion, comme le ministre et finalement, on nous met à la porte, parce qu'on préfère en discuter en secret. La réponse arrivera par écrit....

Je ne suis pas non plus le Prof. Montagnier, auquel ils disaient : « Je vous donne la parole, et je vous la reprends. » Personne ne me force à me taire, et ne me dictera quand j'ai le droit de parler.

Est-ce un débat juste? 1 contre 30?

Le dossier sur l'OMS est si complexe, que définitivement 10 minutes ne sont jamais suffisantes. Vous allez le voir dans mon discours ici.

Si j'ai vraiment envie de discuter avec une personne sur un dossier, je me mets avec lui à une table ronde et on discute, point par point.

C'est du trompe-l'œil, que le petit citoyen ignorant reçoit un soupçon d'importance, qu'il s'imagine pouvoir faire s'entendre devant la Chambre... pour 10 minutes. Quelle honneur. Et puis, il n'a même pas le droit d'assister à la décision finale, quand ils mettent la pétition dans le tiroir. Comme chaque pétition.

Voilà pour nos serviteurs, qui nous trahissent et vendent à une OMS, et comment cela fonctionne derrière les coulisses.

La ministre compétente d'alors s'est bien joliment tirée de l'affaire, et a été remplacée par une personne, qui n'était sur aucune liste électorale et donc n'a pas été élue démocratiquement.

Passons maintenant au sujet réel.

L'OMS et ses états membres négocient depuis 2022 des modifications au Règlement sanitaire international (RSI). Beaucoup de ces modifications ont été proposées par au moins 94 nations, beaucoup aussi de l'UE (surtout le pass de vaccination numérique). Beaucoup d'entre eux essaient d'utiliser l'OMS pour leurs propres intérêts.

Beaucoup des modifications ont déjà été acceptées, sans que les gens en soient conscients, et c'est le modèle pour la suite. Comme disait Jean-Claude Juncker: « Nous prenons une décision, nous la mettons sur la table, et nous attendons un peu. Si elle ne provoque ni tollé, ni émeutes, nous poursuivons, pas à pas, jusqu'au point de non-retour! »

Comme tout est discuté de façon hyper transparente dans ses séances secrètes, nous ne savons pas tout. Mais ce que nous savons est assez inquiétant!

Chaque nation est bizarrement en train d'élaborer une „**loi sur les pandémies**“... aussi le Luxembourg ... les partis politiques ont voté pour. Le terrain est en train d'être préparé, pour délivrer le pouvoir national à l'OMS, en cas d'une soi-disante pandémie, afin de d'assumer la souveraineté des états membres.

Le 5 juillet dernier on lisait encore dans le Wort, que Paulette Lenert voulait encore soumettre la loi sur les pandémies avant la fin de la période de la législature. Cela devrait être le cadre de la gestion de crise lors de pandémies futures. Aha, nos politiciens sont clairvoyants. L'avant-projet serait prêt, mais on attendait encore les recommandations du Comité de sécurité sanitaire de l'UE, afin de les „glisser dans le texte“. Le Luxembourg n'est plus souverain depuis longtemps et une autre personne non-élue démocratiquement, Ursula Von der Leyen, décide.

La Constitution luxembourgeoise a aussi déjà été préparé et modifié dans ce sens :

Article 5 – le terme „temporaire“ a été supprimé:

„Le Grand-Duché de Luxembourg participe à l'intégration européenne. L'exercice de pouvoirs de l'État peut être transféré à l'Union européenne et à des institutions internationales par une loi adoptée dans les conditions de l'article 131, alinéa 2, de la Constitution. »

La souveraineté part du Peuple. Quand est-ce que le Peuple va être demandé son accord lors de modifications si importantes et des interventions dans sa liberté et souveraineté? Ou même pour commencer en être informé ?

Fred Keup disait lors de la réunion de leur parti ADR, qu'ils étaient pour, que les pays gardaient une certaine souveraineté. Est-ce comparable à un peu marié ou un peu enceinte?

L'OMS a jusqu'à présent fait des recommandations concernant la santé, les épidémies, ... C'est son objet et elle devrait continuer à faire son travail.

Maintenant dans les modifications de l'**article 18** le terme „**sans engagement**“ (non-binding) a été supprimé, à tel point que les recommandations régies par le droit international deviennent obligatoire. Est-ce que ce sont encore des „recommandations“?

Dans leurs **articles 21 + 22** ils disent, que lors du moment d'une „crise“, l'OMS a le droit de donner des instructions.

La souveraineté nationale et individuelle est en danger!

Cela veut dire en clair, ils ont le droit comme les dernières années, de proclamer des confinements, introduire le port du masque obligatoire, de placer des personnes suspectes en quarantaine, d'ordonner des examens médicaux, d'introduire un pass de vaccination ou une vaccination obligatoire, de placer des personnes suspectes sous observation, d'isoler des personnes, d'ordonner des traitements à des personnes concernées/suspectes, tracer les contacts, interdire l'accès à des endroits à des personnes suspectes, etc... mais sans aucune pression bien évidemment?!?

Qu'est-ce un confinement?

Voici la définition du mot :

« Quand on parle de confinement d'une personne, on parle habituellement d'un prisonnier ou d'un malade. Le premier est confiné dans une cellule, le second dans une chambre d'hôpital. Dans ce sens, confinement est synonyme de 'isolement'. »

Bizarrement avant 2020, l'OMS classifiait ce terme et cette mesure encore comme „**malsain**“?!?

Un confinement est contre la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme:

Article 9: Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Qu'est-ce une personne suspecte?

Tout ce que l'OMS définit à ce moment-là. Une personne, sans symptômes, qui a été testé positivement par des tests PCR non-fiables, et qui est qualifiée comme un danger pour autrui!

Ou une personne, qui refuse un traitement ou une piqûre!

C'est marqué clairement dans le **Codex de Nurembourg**, qu'il est interdit d'administrer des médicaments à des personnes, si ces médicaments sont encore en phase test. Et surtout de ne pas leur mentir qu'ils sont fiables, et de leur faire de la pression pour leur redonner leurs libertés ? Aussi les expériences sont interdites.

Article 8 du contrat, ils demandent même de faire autoriser des nouveaux traitements et médicaments plus rapidement et donc de réduire encore les délais!

La plupart a pris la piqûre, pas parce qu'ils craignaient de mourir du virus, mais parce qu'ils voulaient de nouveau aller au restaurant ou en vacances ! Est-ce normal?

My Body, My Choice! – Est-ce juste sélectivement?

Madame Deprez disait récemment, qu'il n'y avait pas de pression psychologique.

Etiez-vous en prison ce temps-là ? Parce que les détenus avaient plus de choix et plus de droits, ils pouvaient refuser. On ne pouvait pas les mettre à la porte, hein?

Nouvel article 13a: Les états membres prennent toutes les mesures afin de poursuivre les recommandations de l'OMS et reconnaissent l'OMS non plus comme organisation sous contrôle des pays, mais comme une autorité de coordination mondiale!

Article 15 + 16: Chacun tombe sous le contrôle de l'OMS, si le Directeur-général proclame une „**urgence de santé publique de portée internationale**“.

L'OMS peut faire intervenir du personnel dans d'autres pays.

En 2021, 53 pays avaient demandé une enquête auprès du Directeur pour abus sexuel par les employés OMS pendant des missions contre l'Ebola au Congo. Selon une enquête menée par The New Humanitarian (TNH) et Thomson Reuters Foundation 22 femmes congolaises se sont plaintes d'abus sexuels, de viols à des grossesses involontaires. Un cas similaire s'est passé en 2019 où 51 femmes du Congo se sont plaintes d'abus sexuels, alors qu'ici il s'agissait de deux médecins. Une source interne disait, que les médecins niaient tout, et qu'à l'OMS, il y a une culture d'impunité lorsqu'il s'agit d'abus sexuels. Il suffit apparemment d'être ami avec Tedros, pour faire disparaître l'affaire, mais de punir ceux qui en parlent.

L'OMS a l'autorité à travers les frontières.

L'OMS impose aux états membres d'impliquer les mesures comme l'obligation des tests, le port obligatoire du masque, les vaccinations obligatoires, les quarantaines

Cet article est contre l'article 12 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme:

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Par ailleurs contre l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: *Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. 2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.*

Concernant les **quarantaines, isolations, interdiction d'accès à certains endroits** pour certaines personnes ou un certain nombre de personnes.

Ceci va à l'encontre de l'article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: *1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. 2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.*

Concernant le point **d'interdire à des personnes suspectes l'accès à certains endroits**, va à l'encontre de l'article 21 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: *1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis. 2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.*

Concernant le **confinement et le 2G**, ceux-ci vont contre l'article 23 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: *1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.*

Concernant : nous fermons les écoles et l'enfant doit rester en quarantaine/isolation, va contre l'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: *Toute personne a droit à l'éducation!*

Des gens de 196 nations changent des règles, pour qu'un groupe de personnes, comme l'OMS reçoit la permission, de dire à tout le monde, ce qu'il doit faire ou ne pas faire. Dans l'**article 2**, l'Inde demande que l'OMS puisse continuer à faire peur aux gens, même s'il n'y a absolument (plus) rien à craindre.

Concernant le terme 'pandémie', qui a aussi été modifié par l'OMS!

Depuis 2005 **tout nouveau virus** peut être déclaré comme pandémie, parce que la définition a été changé dans ce sens. L'OMS définit une pandémie comme une situation, où la population mondiale est exposée **potentiellement** à un agent infectieux et qu'il y a un risque, qu'«une partie d'eux tombe malade».

La population globale comprend sous une pandémie complètement autre chose, à savoir, que beaucoup de gens vont mourir. Ceci est appelé **le babéliste**.

A part la grippe espagnole en 1918, la grippe asiatique en 1957 et la grippe aviaire en 1968, il y a juste encore Ebola dans le 20^e siècle. Les deux premières avaient ensemble moins de victimes que meurent chaque année des gens de la tuberculose.

Les décès du Covid-19 n'atteignent jamais les chiffres des décès du cancer et des décès des maladies cardio-vasculaires et ils restent **insignifiants** dans des pays à bas revenus comparés aux maladies infectieuses comme la tuberculose, malaria ou VIH-sida.

Nous somnambulons dans une catastrophe!

Le **directeur de l'OMS** n'a pas été élu démocratiquement, ne peut pas être tenu responsable, ne paie pas d'impôt et jouit de l'immunité.

Et ce directeur devrait recevoir toute la puissance sur nous?

Il est le premier directeur de l'OMS, qui n'est pas médecin. Mais quel ministre de la Santé est aujourd'hui médecin?

Il a été nommé par la Bill & Melinda Gates Foundation.

Il est membre du parti Ethiopien Communiste Révolutionnaire: Front populaire pour la libération de Tigray (TPLF).

Le TPLF est un ennemi déclaré de la région Amhara.

Le TPLF est classé comme organisation terroriste.

Il a été ministre de la Santé éthiopien de 2005-2012, il a refusé de l'aide et des aliments à Amhara, il a refusé des soins médicaux aux enfants d'Amhara, 2 millions de gens ont disparu de centres de population (selon Human Rights Watch 2010).

Il a caché des épidémies en Ethiopie.

Les émergences du Choléra en Afrique de l'Est a contaminé des milliers de personnes et s'est propagé dans toute l'Éthiopie. Il l'a tout simplement rebaptisé le choléra en diarrhées aigües, tout au contraire des tests et analyses faites par les Nations Unies. Il a été applaudi d'avoir tenu le choléra en dehors de l'Éthiopie!

En tant que ministre de l'extérieur de l'Éthiopie de 2012-2017, il a intervenu sévèrement contre des journalistes et adversaires du régime étrangers et nationaux. Il a envoyé des journalistes et des détenus politiques en exil, où il a ignoré la torture, les viols et refusé les médicaments.

En 2016 il a confisqué des milliers de mètres carrés de terre, pour faire une faveur aux gens, alors que l'infrastructure manquait, Lors des protestations plus de 70.000 personnes ont été tués dans des fusillades massives.

Confiez-vous à un tel homme votre santé, votre liberté et vos droits?

Nous rappelons ici l'article 30 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme:
Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer

à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Les droits fondamentaux sont des droits fondamentaux, et ils ne peuvent pas être restreints, sinon ils ne seraient pas fondamentaux !

Parlons maintenant de la liberté d'opinion et d'expression !

Article 18: La liberté d'opinion va être réduite pour ne plus offrir d'alternative au peuple. (Annex 1. Art. 5e contre la désinformation).

L'OMS et l'UE veulent combattre la désinformation. Von der Leyen a encore dit dernièrement, que le combat le plus important que chaque guerre ou chaque conflit, sera le combat contre la désinformation!

Même M. Frieden a déjà annoncé vouloir réformer le métier du journaliste.

Ceci est tout évidemment contre la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Si cela passe, comme tout ce qu'ils prennent en main, l'année prochaine, je n'ai plus le droit d'écrire ou de tenir un discours comme celui-ci, sans m'attendre à être sanctionnée.

Aussi cet article va contre article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.*

Winston Churchill disait un jour: „**La démocratie est la nécessité, de s'incliner occasionnellement devant les points de vue d'autres personnes!**“ Ou ne sommes-nous plus en démocratie?

Jusqu'à maintenant la désinformation venait plus de chez eux, que de nous. Entre nous je ne connais personne, qui regrette ne pas avoir pris cette substance.

Est-ce que „**soudainement et inattendu**“ vous dit quelque chose? Surtout chez les jeunes, les sportifs de haut niveau, les personnes au milieu de leur vie???

Question de l'injection financière.

L'OMS a besoin de beaucoup d'argent et est en tant qu'ONG financée. Jusqu'à 80% elle est financée par des donateurs et fondations privés, parmi eux la Bill & Melinda Gates Foundation, deuxième donateur le plus important après les Etats-Unis. A la troisième place la GAVI, l'alliance mondiale des vaccins. Aussi la banque mondiale en fait partie?!?

Le Luxembourg a donné en 2020/2021 13,15 millions de dollars, et est entre les Top Ten des contributeurs! Le Luxembourg a promis 15% de son Aide publique aux développements, où plus de 50 millions € en 2022 ont été versés à des organisations des Nations Unies. Pour la CSU2030 (Couverture sanitaire universelle) le Luxembourg a promis pour la 4e phase 2022-2024 encore une fois 8,8 millions d'Euros. Et le Luxembourg donne 1% de son produit national brut, où les Nations Unies ne demandent que 0,7%.

Le contribuable, en est-il au courant ?

Mes questions à vous, représentants du peuple:

- Pourquoi une nation **céderait sa souveraineté à une organisation**, qui majoritairement est financée par des entreprises et des philanthropes autoproclamés, qui est gérée communément avec d'autres états membres, desquels la moitié n'a même pas une démocratie ouverte ou transparente, avec un directeur aux commandes, qui est membre d'un groupe terroriste et qui est encore à ce poste, parce qu'il jouit de son immunité?
- Pourquoi le **Luxembourg** voudrait faire une chose pareille?
- Les gouvernements vont **contre les intérêts** de leurs citoyens. Nous demandons un **référendum!**
- Expliquez aux luxembourgeois et aux habitants **votre définition de souveraineté** et du processus démocratique sur l'interrogation expresse de l'accord public? **Référendum!**
- Pourquoi les gouvernements et les médias répètent les assurances de l'OMS sur la vraie nature de la Convention sur la prévention des pandémies, où nous pouvons prouver ici, que **ce n'est pas vrai?**
- Est-ce que vous partez du principe, que vous et les ministres et députés futurs ne sont pas capables et pas compétents, **afin de prendre la bonne décision dans un cas critique** pour votre peuple et donc vous aurez besoin d'une OMS?
- Quand est-ce que le peuple voit ces documents? **Vous engagez-vous** de faire la transparence sur les documents et sur quelles modifications vous êtes d'accord et lesquelles non?
- Qui est **responsable** des négociations pour le Luxembourg?

- Qui est le **délégué chez l'OMS** pour le Luxembourg?
 - Pourquoi est-ce que le bureau de l'OMS à Luxembourg est **DANS le Ministère de la Santé**? Combien de personnes y travaillent et que font-elles?
 - Est-ce que la personne qui vote et négocie pour nous, travaille-t-elle **en notre nom**? On le saurait alors, non ?
 - Quand est-ce que la Chambre va débattre ces documents et voter officiellement **sur chaque point**?
 - Est-ce normal que **196 délégués non-élus, irresponsable et inconnus** reçoivent l'autorité de changer le droit international, seulement parce qu'ils consentent?
 - **Aucune signature** de président, premier-ministre et aucun accord de parlements, congrès ou sénats est nécessaire.
- ➔ **18 mois d'ignorance, de silence et d'attentisme** sont suffisants, pour que les modifications aux Règlement sanitaire international entrent en vigueur.

Mais sous **article 61 du Règlement sanitaire international** est écrit, que chaque nation peut refuser une ou toutes les modifications! Pourquoi n'avez-vous pas **de débat public à la Chambre**? Et quand ?

- Quand sortons-nous **de l'UE** et redeviennent souverain dans nos décisions et ne nous laissent pas dicter des règles par des gens non-élus démocratiquement?
- Quand sortons-nous **de l'OMS**, et prennent nos décisions nous-mêmes concernant notre santé et ne nous laissent pas dicter des règles par des gens non-élus démocratiquement?
- Quand sortons-nous **du WEF** et ne nous laissent rien dicter de gens non-élus démocratiquement?

Avec tout cet argent économisé on pourrait faire plein de belles choses pour la santé au pays, n'est-ce pas?

- Quand demandera-t-on dans notre „démocratie“ le peuple? Qu'en pensez-vous d'un **référendum pour le dossier de l'OMS**, où le citoyen peut voter pour chaque modification, s'il est d'accord ou non, pour soi-même, sa famille, ses enfants et petits-enfants ?

Chers politiciens,

Celui qui respecte la dignité des autres est l'expression de sa propre dignité. Disait Richard von Weizsäcker.

Vous n'êtes pas tout-puissant. Vous n'avez pas le droit de régenter sur nous. Et non plus de décider pour nous. Surtout pas quand il s'agit de notre liberté.

Chers concitoyens,

Vous voyez, cela m'a pris **plus de 10 minutes**.

La démocratie signifie le pouvoir du peuple. Chacun de nous fait partie du peuple. Le pouvoir signifie la responsabilité. Chacun de nous doit être conscient qu'il est également responsable de l'ensemble des événements politiques et économiques. Disait Konrad Adenauer.

Mais nous n'avons plus le droit de dire quoi que ce soit. On nous avait déjà mis la **muselière**.

Ils ferment et ouvrent, **quand ils le veulent**. Ils ferment les magasins et les réouvrent, **quand ils le veulent**. Ils font des règles, **comme cela leur convient**. Un flocon de neige, on ferme les écoles! 2 km/heure trop vite, tu paies. Ils nous disent quelle puissance notre aspirateur peut avoir, et à quel point nous avons le droit de frire nos frites. Ils nous disent quelle voiture et quel chauffage nous avons le droit d'acheter. Avec **NOS** sous. Ils nous gouvernent **comme des enfants immatures**.

Nous sommes tous nés libre. Il y en a marre des restrictions.

Nous avons tous le libre arbitre.

Nous ne devons pas nous laisser réduire en esclavage.

Nous sommes **majeurs** pour aller travailler, pour conduire un véhicule, pour payer nos impôts, pour acheter une maison, pour respecter les lois, mais pas pour faire attention à notre propre santé?

Pour **décider**, ce qui est bon pour notre corps ou pas?

Nous avons le droit de nous suicider, mais nous n'avons pas le droit de décider d'attraper un petit rhume ou une toux, et d'en mourir peut-être, si on était déjà, ce qu'ils appelaient : vulnérable?

Mon système immunitaire est divinement parfait. Mon corps fonctionne et coordonne tout tout seul. **Je n'ai pas besoin d'une OMS!** Et vous non plus!

Personne sur cette terre n'est pareil, aucune ADN n'est pareille, aucune empreinte n'est pareille, aucune iris n'est pareille, **mais une piqûre universelle pour tous? Une solution pour tous?**

Comme dit, my body, my choice, même my life my choice, **my health my choice!**

Toute cette dramatique, peur et panique ne servira jamais notre santé, ils ne se sont jamais souciés de notre santé auparavant.

Cela sert seulement aux **pharmaceutiques, à la haute finance, aux philanthropes** et à tous ceux qui aident à propager la propagande!

Les savants, ou ceux qui s'affichent comme étant savant, était déjà à l'époque des **pharisiens et hypocrites**. Ils ont prêché l'eau et bu le vin. A l'extérieur tout blanchis et beaux, à l'intérieur pleins de toute espèce d'impuretés.

Ne vous laissez pas tenter et duper.

Lèves-toi, Luxembourg!

OMS → dehors.

UE → Dehors.

OTAN → Dehors.

Pour l'autodétermination.

Pour la souveraineté.

Pour la liberté.

Merci.

Tania Hoffmann
Tania Hoffmann

